

# ROYAUME-UNI, PHILIPPINES ET ITALIE A L'HONNEUR



# TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 643 du 10 Octobre 2025

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



**TOGO/V<sup>e</sup> République**



## P.2 **FAURE GNASSINGBE FORME UN GOUVERNEMENT POUR UNE REPUBLIQUE D'ACTION ET DE RESULTATS**



**Les Universités de Kara et de Parakou en éclaireurs :**

**UN COLLOQUE INTERNATIONAL POUR REINVENTER L'EMPLOYABILITE DES DIPLOMES AFRICAINS**

P.8



**Dérives sur les Réseaux Sociaux**

P.5

**LA MISE EN GARDE DE LA JUSTICE TOGOLAISE**

**Élection des Maires et Adjoints**

**VERS L'ACHEVEMENT DU CYCLE DE DECENTRALISATION**

P.11

**Professionnalisme, rigueur et transparence LA CENI REMET SES RAPPORTS ELECTORAUX AU GOUVERNEMENT**

P.5

**Bilan Réussi pour les Premières Journées Médicales de l'Hôpital Dogta-Lafié L'INNOVATION AU SERVICE DE LA SANTE TOGOLAISE**

P.6

**11 099 NOUVELLES ENTREPRISES CREEES AU COURS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2025**

P.11



**Togo/Santé pour tous :**

**L'AMU S'OUVRE AUX TRAVAILLEURS NON SALARIES**

P.6

# FAURE GNASSINGBE FORME UN GOUVERNEMENT POUR UNE REPUBLIQUE D'ACTION ET DE RESULTATS



nouveaux visages. Ce dosage traduit une volonté assumée : consolider les acquis tout en insufflant une nouvelle dynamique politique, sociale et générationnelle.

## L'ouverture pluraliste : une démocratie mature

Reflet de la diversité des sensibilités issues des dernières élections législatives, ce gouvernement élargi incarne la maturité démocratique du Togo. Il témoigne d'un attachement profond au dialogue national et à l'inclusion politique.

## Un signal fort au Togo et au monde

Ce gouvernement de mission, resserré et élargi, envoie un message clair : le Togo veut aller plus loin, plus vite et plus fort. Il ambitionne de s'imposer comme un pôle de stabilité et d'innovation en Afrique de l'Ouest, un pays où l'État incarne la rigueur, l'écoute et la transformation.

Pour les partenaires internationaux, cette équipe traduit la volonté de bâtir une gouvernance exemplaire, moderne et attractive. Le Togo réaffirme son rôle stratégique dans la sous-région, en tant que corridor économique, diplomatique et culturel.

## Une République d'action, une République de résultats

La Ve République togolaise ne se contente pas de réformer les institutions : elle réforme la manière de gouverner. Elle place l'efficacité, la proximité et le pluralisme au cœur de l'action publique. Elle transforme l'État en moteur de développement, en catalyseur de progrès, en garant de dignité. Ce gouvernement est un appel à l'engagement, à la mobilisation, à la confiance. Il incarne une promesse : celle d'un Togo debout, uni, et résolument tourné vers l'avenir.

Avec l'installation du premier gouvernement de la Ve République, le Togo franchit une étape historique dans sa trajectoire institutionnelle et politique. Sous l'autorité du Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, cette nouvelle équipe incarne une ambition claire : gouverner autrement, pour transformer durablement. À travers cinq piliers fondateurs — efficacité, pugnacité, proximité, renouvellement et ouverture pluraliste — le pays affirme sa volonté de conjuguer rigueur, écoute et innovation au service des Togolaises et des Togolais. Ce gouvernement de mission ne se contente pas d'administrer : il veut agir, accélérer, et bâtir une République d'action, résolument tournée vers l'avenir.

Conduit par le Président du Conseil, Son Excellence Faure Gnassingbé, ce nouvel exécutif incarne une volonté claire : gouverner pour agir, agir pour transformer. Dans un monde en mutation, le Togo choisit la rigueur, la réactivité et l'humanisme pour répondre aux aspirations profondes de son peuple.

## Cinq piliers pour une gouvernance qui transforme

La composition du gouvernement repose sur cinq principes structurants, qui forment l'ADN de cette nouvelle gouvernance. Chacun d'eux est pensé comme un levier de transformation durable.

L'efficacité : l'impact concret comme boussole

Chaque ministère est désormais organisé pour maximiser son impact sur la vie quotidienne des Togolais. L'objectif est clair : livrer des résultats tangibles, qu'il s'agisse d'éducation, de santé, de sécurité, d'énergie, de mobilité ou de souveraineté économique. L'action publique devient un outil de performance, au service du progrès.

## Une architecture gouvernementale au service de l'action

L'installation du premier gouvernement de la Ve République n'est pas seulement un changement de numérotation constitutionnelle : c'est un changement de rythme, de méthode et d'ambition.

## La pugnacité : des équipes pour accélérer

Le gouvernement adopte une logique d'équipes ministérielles — ministres de plein exercice et ministres délégués — pour renforcer la réactivité et la profondeur des politiques publiques. Chaque pôle stratégique est piloté avec détermination, dans un esprit de conquête et d'endurance.

## La proximité : gouverner à hauteur de citoyen

L'architecture gouvernementale est pensée pour rester au plus près des réalités vécues par les Togolais. Gouverner, c'est écouter, comprendre et agir. Cette proximité devient un principe actif, garant d'une dynamique de progrès partagé et durable.

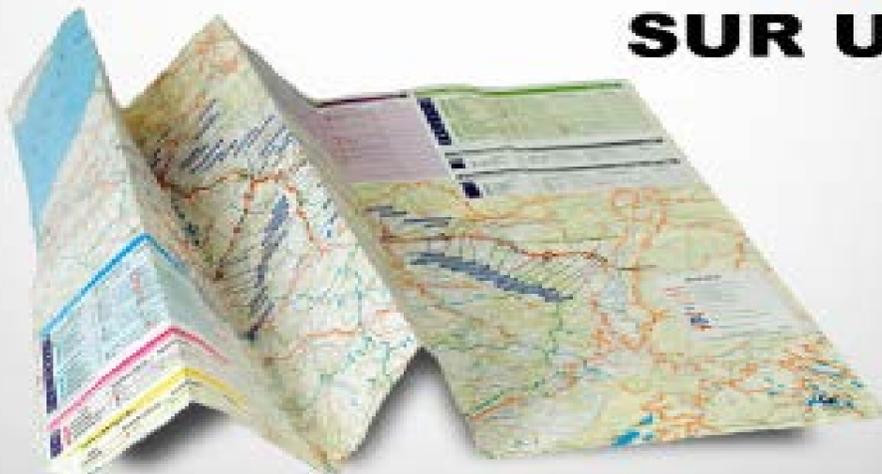
## Le renouvellement : conjuguer expérience et jeunesse

La nouvelle équipe combine l'expertise de ministres confirmés et l'énergie de

Germain POULI

 **FRIMET**  
...Une Afrique des métiers

**REPRESENTER  
GRANDEUR NATURE  
SUR UN PETIT FORMAT PLAT...  
C'EST L'AFFAIRE D'UN**



**SPECIALISTE EN  
CARTOGRAPHIE.**

# LE TOGO DEVOILE SON PREMIER GOUVERNEMENT DE LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a signé ce 8 octobre 2025 le décret portant sur la composition du premier gouvernement de la Cinquième République togolaise. Cette nouvelle équipe gouvernementale marque une étape importante dans la gouvernance du pays, avec l'introduction de nouvelles terminologies dans les intitulés de certains portefeuilles ministériels.

## Une équipe gouvernementale pour le développement économique et social

Le gouvernement est composé de 27 membres, dont 7 ministres délégués. Les principaux secteurs sont représentés, notamment l'économie, les finances, l'agriculture, la santé, l'éducation, la sécurité et les infrastructures. Le gouvernement est chargé de mettre

en œuvre les politiques du Président du Conseil pour le développement économique et social du Togo.

## Des priorités pour le développement

Les priorités du gouvernement semblent être axées sur le développement économique et social, notamment à travers la promotion de l'investissement, de l'industrie et de la souveraineté économique. Le gouvernement sera également chargé de mettre en œuvre des politiques pour améliorer la santé, l'éducation et les infrastructures du pays.

## Une nouvelle ère institutionnelle

La composition de ce gouvernement marque le début d'une nouvelle ère institutionnelle pour le Togo, avec une volonté clairement affichée de moderniser l'action publique

et d'assurer un meilleur suivi des politiques engagées pour le développement économique et social du pays.

## VOICI LA LISTE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Les Ministres :

1-Ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat : Monsieur Kodjo Sévon-Tépé ADEDZE

2-Ministre des relations avec le parlement et les Institutions : Monsieur Gilbert BAWARA

3-Ministre des finances et du budget : Monsieur Essowè Georges BARCOLA

4-Ministre de l'efficacité du service public et de la transformation numérique : Madame Cina LAWSON

5-Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur : Professeur Robert Komlan Edo DUSSEY

6-Ministre de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire : Monsieur Antoine Lékpa GBEBENI

7-Ministre de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières : Colonel Hodabalo AWATE

8-Ministre de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique : Professeur Komla Dodzi KOKOROKO

9-Ministre de l'Education nationale : Monsieur Marna OMOROU

10-Ministre de la communication : Madame Yawa KOUIGAN

11-Ministre du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire : Madame Mazamesso ASSIH

12-Ministre de la sécurité : Colonel Calixte Batossie MADJOLBA

13-Ministre de la santé, de l'hygiène publique, de la couverture sanitaire universelle et des assurances : Monsieur Jean-Marie Koffi TESSI

14-Ministre de l'économie et de la veille stratégique : Monsieur Badanam PATOKI

15-Garde des Sceaux, ministre de la justice et des droits humains : Maître Pacôme ADJOUROUVI

16-Ministre du tourisme, de la culture et des arts : Monsieur Isaac TCHIAKPE

17-Ministre des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance : Madame Martine Moni SANKAREDJA

## Les Ministres Délégués :

18-Ministre délégué auprès du ministre de l'aménagement du territoire chargé des travaux publics et des infrastructures : Monsieur Sani YAYA

19-Ministre délégué auprès du ministre de l'économie chargé de la promotion des investissements, de l'industrie et de la souveraineté économique : Madame Manuella Modoukpè SANTOS

20-Ministre délégué auprès du ministre de l'aménagement du territoire, chargé du développement

local : Monsieur Koami GOMADO

21-Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé de l'énergie et des ressources minières : Monsieur Robert Koffi Messan EKLO

22-Ministre délégué auprès du ministre de la Santé : Professeur Tchoungou DARRE

23-Ministre délégué auprès du ministre du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire, chargé de la jeunesse et des sports : Monsieur Abdul-Fahd FOFANA

24-Ministre délégué auprès du ministre de l'aménagement du territoire chargé de l'eau et de l'assainissement : Monsieur Séna ALIPUI

25-Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargée de la coopération et des togolais de l'extérieur : Monsieur Yackoley Kokou JOHNSON

26-Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, chargé du commerce et du contrôle qualité : Monsieur Kossi TENOU

27-Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique : Professeur Gado TCHANGBEDJI

Les ministères de la Défense nationale, de la fonction publique, du travail, du dialogue social et des transports sont rattachés à la Présidence du Conseil.

Togoreveil

## Développement industriel au Togo

# LE PRESIDENT DU CONSEIL FAURE GNASSINGBE REÇOIT UNE DELEGATION DE L'ONUDI

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a échangé ce 08 octobre 2025 avec une délégation de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) avec à sa tête M. Tidiane Boyé, Représentant de cette institution pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger et le Togo.

Les échanges ont porté sur les efforts de développement industriel du Togo. À cet effet, M. Tidiane Boyé s'est félicité des orientations pertinentes du Président du Conseil, saluant sa vision de faire du Togo un pays émergent avec une transformation structurelle de l'économie.

« Monsieur le Président du Conseil nous a clairement fait part de sa vision de faire du Togo un pays émergent sur la base de l'industrialisation et de la transformation structurelle de son économie. Nous avons pu notamment recueillir les orientations de Monsieur le Président en ce qui concerne ses priorités, en termes de promotion de l'emploi des jeunes, des femmes et surtout en termes de facilitation de l'accès des produits togolais aux marchés régionaux et internationaux » a-t-il déclaré.

L'ONUDI souhaite accompagner le Togo avec un programme de développement industriel



Partenariat pays aligné sur les priorités gouvernementales pour assurer la création des parcs industriels, le développement des solutions énergétiques innovantes et la promotion des financements innovants en

faveur des PME.

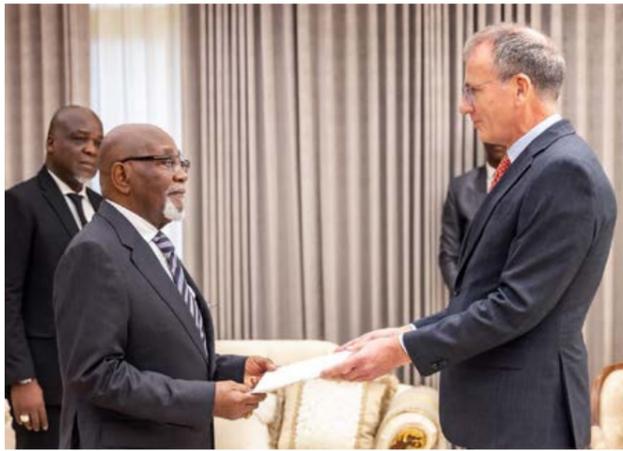
« Nous allons, avec beaucoup d'enthousiasme, accompagner avec l'appui des autres agences du système des Nations Unies et d'autres partenaires du Togo, à

travers la conception, la mise en œuvre d'un programme de partenariat pays qui vise à opérationnaliser les grandes orientations, les priorités nationales du Togo en matière de développement industriel. C'est un programme dont se sont approprié réellement les parties prenantes togolaises, aussi bien le gouvernement que le secteur privé et la société civile, pour la création des parcs industriels, le développement des solutions énergétiques innovantes et la promotion des financements innovants en faveur des PME » a précisé Monsieur Tidiane Boyé.

L'ONUDI est également disposée à travailler avec le Togo sur les questions liées à l'entrepreneuriat notamment des jeunes et des femmes autour des chaînes de valeur. L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) est une agence spécialisée de l'ONU qui a pour mission conseiller et d'aider ses pays membres, surtout en développement, à l'élaboration des politiques industrielles et à la création de nouvelles industries.

YAWO Komla

# ROYAUME-UNI, PHILIPPINES ET ITALIE A L'HONNEUR



Le Président de la République togolaise, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové, a reçu ce mercredi 8 octobre 2025 les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs du Royaume-Uni, des Philippines et d'Italie. Cette cérémonie diplomatique marque une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales entre le Togo et ces trois nations.

Fort d'une riche expérience diplomatique en Afrique et en Asie, il a exprimé sa volonté de dynamiser les relations économiques et commerciales entre son pays et le Togo. Il a notamment souligné l'importance de faciliter les investissements publics dans le secteur privé togolais et de promouvoir la création d'emplois.

engagement à renforcer la coopération dans les domaines du transport aérien et maritime, ainsi que dans la logistique. Il a également souligné l'expertise philippine dans les services et la volonté de collaborer avec le Togo pour promouvoir le secteur privé.

notamment à travers des programmes d'échanges. Elle a également mis en lumière la présence active de la communauté italienne au Togo.

Ces accréditations illustrent le rôle croissant du Togo sur la scène diplomatique internationale, en tant que partenaire stratégique pour le développement, la paix et la sécurité dans la sous-région et au-delà.

### Royaume-Uni: priorité à l'économie et à l'emploi

Le premier à être reçu fut Robert John Marshall, ambassadeur du Royaume-Uni.

### Philippines: coopération logistique et promotion du secteur privé

Mersole Jala Mellejor, ambassadeur des Philippines, a mis en avant les liens fraternels entre les deux peuples et a affirmé son

### Italie: sécurité, culture et développement économique

Enfin, Madame Laura Ranali, ambassadrice d'Italie, a salué la qualité du partenariat entre Lomé et Rome. Elle a exprimé son désir de renforcer la coopération dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de la culture,

Elysé J

**Citoyens togolais,**  
Conducteurs de poids lourds,  
Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.  
Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.  
Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.  
**Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.**  
Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

## Assemblée nationale

# LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE OUVERTE



Le Président de l'Assemblée nationale, Son Excellence Monsieur Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, a procédé ce mardi 7 octobre 2025 à l'ouverture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année 2025. La cérémonie s'est tenue en présence du Président du Sénat Barry Moussa Barqué, et du ministre des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté et des Relations avec les Institutions de la République, Pacôme Yawovi Adjourouvi.

l'univers des réseaux sociaux. Il a appelé à des réponses adaptées pour préserver l'équilibre sécuritaire et économique.

### Des séminaires pour renforcer les compétences

Au cours de cette session, des séminaires seront organisés pour renforcer les compétences des élus sur des thèmes variés tels que les finances publiques, l'économie sociale et solidaire, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, et le droit international humanitaire.

### Un ordre du jour chargé

Les députés ont adopté à l'unanimité un ordre du jour comportant quatre points. La session sera largement consacrée à l'examen de la loi de finances pour l'exercice 2026. Le Président de l'Assemblée nationale a souligné l'importance de l'investissement intelligent dans les secteurs stratégiques tout en veillant à une gestion responsable des ressources publiques.

### Une session budgétaire de trois mois

La session budgétaire va durer trois mois, pendant lesquels les députés travailleront à adopter un budget qui réponde aux attentes légitimes des Togolais en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures et d'opportunités économiques. Le Président de l'Assemblée nationale a invité les députés à faire du bicamérisme un multiplicateur de progrès et à travailler ensemble pour le bien-être des Togolais.

### La lutte contre la désinformation

Le Président de l'Assemblée nationale a également abordé la question de la désinformation, un phénomène qui continue de secouer

Patrick NIMA

## Dérives sur les Réseaux Sociaux

## LA MISE EN GARDE DE LA JUSTICE TOGOLAISE



Le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Lomé, Talaka Mawama, a mis en garde contre les dérives observées dans l'utilisation des plateformes numériques, notamment les réseaux sociaux. Lors d'une conférence de presse tenue le 3 octobre, il a rappelé le cadre légal encadrant l'utilisation de ces outils et les conséquences qui découleront des faits qualifiables d'infractions.

## Un cadre légal pour encadrer l'utilisation des réseaux sociaux

Le Procureur a rappelé que le cadre légal togolais permet de sanctionner les infractions commises sur les réseaux sociaux, notamment celles prévues par le nouveau code pénal, le code de l'enfant, la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, le code de la presse et de la

communication, et la loi relative à la protection des données à caractère personnel.

## Des infractions qui peuvent être commises sur les réseaux sociaux

Le Procureur a cité plusieurs exemples d'infractions qui peuvent être commises sur les réseaux sociaux, notamment les injures graves, les atteintes à l'honneur, la diffamation, les outrages envers les dépositaires de l'autorité publique, la corruption de la jeunesse, l'apologie des crimes et délits, la provocation à la discrimination ou à la haine, et la violation de l'intimité des personnes.

## Des conséquences pour les auteurs d'infractions

Le Procureur a averti que les auteurs d'infractions commises

sur les réseaux sociaux seront poursuivis sans compromis et sans complaisance. Il a également rappelé que la complicité par approbation expose également à des poursuites, car la loi impose à tous de dénoncer tout crime ou délit dont ils ont connaissance.

## Un appel à la responsabilité

Le Procureur a lancé un appel à la responsabilité aux utilisateurs des réseaux sociaux, leur demandant de faire preuve de discernement et de respect de la loi dans leurs publications en ligne. Il a souligné que la liberté d'expression ne signifie pas l'absence de responsabilité et que les auteurs d'infractions devront assumer les conséquences de leurs actes.

YAWO Komla

## Professionnalisme, rigueur et transparence

## LA CENI REMET SES RAPPORTS ELECTORAUX AU GOUVERNEMENT



Après deux années marquées par des échéances électorales majeures, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a officiellement remis au gouvernement, ce 1er octobre 2025, ses rapports généraux sur les scrutins organisés en 2024 et 2025. Ces documents, transmis au ministre de l'administration territoriale, Hodabalo Awaté, par le président de la CENI, Dago Yabré, couvrent les législatives et régionales couplées du 29 avril 2024, les sénatoriales du 15 février 2025, et les municipales du 17 juillet 2025.

## Des rapports attendus, un travail salué

Conformément au code électoral, la CENI est tenue de produire un compte rendu détaillé de chaque processus électoral. Ces rapports permettent à l'exécutif d'évaluer les conditions d'organisation des scrutins, d'identifier les défis rencontrés et de proposer des améliorations pour les prochaines échéances. Le ministre Awaté n'a pas manqué de saluer le professionnalisme et la résilience des membres de la CENI : « Vos missions ont été appréciées, malgré les difficultés et les intimidations. Même de l'avis des observateurs nationaux et internationaux, c'est la satisfaction totale. »

## exemplaire

Le président de la CENI, Dago Yabré, a souligné l'importance de la collaboration interinstitutionnelle dans la réussite des opérations électorales. Il a exprimé sa reconnaissance envers les acteurs impliqués : administration territoriale, forces de sécurité, partenaires techniques, société civile et médias.

## Vers une consolidation démocratique

La remise de ces rapports s'inscrit dans une dynamique de transparence et de redevabilité, essentielle au renforcement de la démocratie togolaise. Elle témoigne de l'engagement de la CENI à garantir des élections crédibles, une participation inclusive et une gestion rigoureuse des opérations électorales.

La qualité du travail abattu par la CENI, dans un contexte parfois difficile, mérite d'être reconnue comme un pilier de la stabilité institutionnelle. Ces rapports ne sont pas de simples formalités : ils constituent une base stratégique pour améliorer la gouvernance électorale et renforcer la confiance des citoyens dans les processus démocratiques.

Patrick NIMA

Une coordination institutionnelle

## Après les internautes, les journalistes :

## LA HAAC SONNE L'ALARME SUR LES DERIVES NUMERIQUES



Après l'appel du Procureur de la République à la responsabilité des internautes face aux dérives sur les réseaux sociaux, c'est désormais au tour des journalistes et professionnels des médias d'être interpellés. Dans un communiqué officiel signé ce 7 octobre 2024, le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), Willybrond Télou Pitalounani, appelle à un sursaut éthique et professionnel dans le traitement de l'information, notamment sur les plateformes numériques.

## Une montée inquiétante des discours haineux

Le président de la HAAC s'inquiète de la prolifération de contenus injurieux, diffamatoires ou incitant à la haine sur les réseaux sociaux, parfois relayés ou amplifiés par des professionnels des médias. Il rappelle que la responsabilité numérique ne concerne pas uniquement les citoyens ordinaires, mais aussi les journalistes, dont le rôle dans la société exige rigueur, exactitude et impartialité.

## Un rappel aux fondamentaux du métier

Dans son communiqué, Willybrond Télou Pitalounani insiste sur le respect scrupuleux : du Code de la presse et de la communication, de la loi organique relative à la HAAC et du Code de déontologie des journalistes. Il exhorte les professionnels à vérifier les faits, recouper

les sources, éviter toute atteinte à la vie privée, et bannir les propos outrageants ou haineux. Il met également en garde contre l'exploitation non vérifiée d'informations issues des réseaux sociaux, soulignant que cela peut nuire à l'ordre public et à la crédibilité du métier.

## Liberté de la presse et devoir de responsabilité

Le président de la HAAC rappelle que la liberté de la presse, consacrée par la Constitution du 6 mai 2024, s'exerce dans le respect des lois de la République et des principes éthiques. Il en appelle à la conscience professionnelle des journalistes pour préserver la dignité des citoyens et renforcer la confiance du public dans les médias.

## Vers une presse togolaise plus responsable

Ce nouvel appel s'inscrit dans une dynamique de régulation concertée, où les autorités judiciaires et médiatiques cherchent à contenir les dérives numériques sans compromettre les libertés fondamentales. Après les internautes, les journalistes sont désormais invités à faire preuve d'exemplarité, pour que l'espace numérique reste un lieu d'information, de débat et de cohésion sociale.

Patrick NIMA

Togo/Santé pour tous :

## L'AMU S'OUVRE AUX TRAVAILLEURS NON SALARIES



Photo de famille des participants

Une avancée majeure se dessine dans le paysage social togolais : la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) a lancé, ce mardi 7 octobre 2025, une campagne d'information sur l'extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) aux Travailleurs Non Saliés (TNS). Cette initiative vise à intégrer des millions de Togolais exerçant dans l'informel – artisans, commerçants, agriculteurs – dans le système de protection sociale.

Organisée au siège de la CNSS à Lomé, la séance d'information a permis de sensibiliser les TNS sur les modalités d'adhésion à l'AMU, les prestations couvertes, les mécanismes de prise en charge et les rôles des structures de santé partenaires. Les échanges ont clarifié les modalités d'enrôlement, les formules de cotisation et les conditions d'accès aux soins, afin de faciliter une adhésion massive et éclairée.

### Une couverture médicale accessible et adaptée

Le dispositif AMU TNS propose

une couverture médicale complète, incluant : les Soins préventifs, curatifs et hospitaliers, les Médicaments et prestations médicales remboursables, la Prise en charge de l'assuré principal, du conjoint légalement marié et de quatre enfants légitimes. Les cotisations à l'assurance sont fixées, selon plusieurs options, permettant aux assurés de choisir la formule qui leur convient le mieux. L'assuré peut ainsi opter pour une cotisation d'un montant de 10.000 F CFA payable à l'avance. S'il préfère une formule trimestrielle, il devra verser 28.500 F CFA tous les trois mois, également en paiement

anticipé. Pour une couverture sur six mois, le montant de la cotisation est fixée à 54.000 F CFA, à régler avant le début de la période. Enfin, l'assuré peut choisir une cotisation annuelle d'un montant de 102.000 F CFA, payable en une seule fois et à l'avance. Quelque soit la formule choisie, l'assuré doit respecter une période de carence de 90 jours, soit trois mois, avant de pouvoir bénéficier des prestations de soins. Une plateforme numérique pour faciliter l'enrôlement

Pour simplifier l'accès, la CNSS a développé une plateforme numérique dédiée à l'AMU TNS, disponible sur le site officiel et les

Stores mobiles. Selon M. Ekpeh Adevou Fera, chef de projet chez LIKSOFT, l'application est conçue pour être simple, intuitive et accessible à tous. Une fois les informations soumises, l'assuré accède à une page de paiement pour finaliser son adhésion.

### Un impératif de justice sociale

Pour Mme Ingrid Awadé, Directrice générale de la CNSS, cette extension est bien plus qu'un projet administratif :

« C'est avant tout un impératif de justice sociale et un levier de développement économique durable. Nous parlons ici de millions de concitoyens... Ce sont eux qui, par leur labeur quotidien, constituent le véritable moteur de notre croissance. »

Vers une couverture santé inclusive L'extension de l'AMU aux TNS marque une étape décisive vers la couverture santé universelle au Togo. Elle incarne une volonté politique forte de réduire les inégalités sociales, de valoriser le travail informel et de renforcer la résilience économique du pays.

Togoreveil

## Bilan Réussi pour les Premières Journées Médicales de l'Hôpital Dogta-Lafiè

# L'INNOVATION AU SERVICE DE LA SANTE TOGOLAISE

Les Premières Journées Médicales de l'Hôpital Dogta-Lafiè (HDL), tenues les 2 et 3 octobre 2025, se sont achevées sur une note de grande satisfaction, confirmant la position de l'établissement comme un pôle d'excellence et d'innovation dans la sous-région. Organisé sous le thème « Innovations médicales en Afrique : Défis et Opportunités » et en partenariat stratégique avec la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), l'événement a atteint tous ses objectifs, selon le Directeur Général, le MED Lt Colonel AKATA Eyouvei.

### Célébration de l'Excellence et de l'Innovation Technique

Initié par l'Hôpital Dogta-Lafiè, premier hôpital de niveau 4 inauguré le 26 avril 2023 par le Président du Conseil, Faure Essozimna GNASSINGBE, cet événement visait à mettre en lumière le plateau technique de pointe de l'établissement et à renforcer les capacités des professionnels de santé.

Les conférences, animées par d'éminents enseignants-chercheurs, et les ateliers pratiques menés par des experts ont démontré les avancées technologiques de l'HDL dans plusieurs domaines :

Cardiologie : Pose de pacemaker et angioplastie. Ophtalmologie : Photocoagulation et angio-OCT. Urologie : Biopsies échoguidées et traitement par Focal One. Imagerie et Interventionnel : Radiologie interventionnelle et IRM à haut champ. Hépatogastro : Utilisation du FibroScan. Odontologie : CBCT, laser et empreinte optique.

Ces démonstrations ont concrétisé la volonté de l'HDL de se positionner comme un catalyseur d'innovation et un élément scientifique régional, au bénéfice de l'ensemble du système de santé.



Un Partenariat Stratégique pour la Communauté

L'implication de la CNSS, maître d'ouvrage de cette infrastructure, a été un pilier de la réussite, soulignant l'engagement en faveur du bien-être des populations. Le partenariat a permis de rapprocher les services de santé de la communauté, notamment en offrant des consultations gratuites et des dépistages ciblés pour les assurés et le grand public, renforçant la synergie entre les structures de santé publique et les institutions sociales.

### Renforcement des Capacités et Engagement Humain

Au-delà des aspects techniques, un accent particulier a été mis sur le capital humain.

L'événement a servi de plateforme pour : Sensibiliser les professionnels aux dernières avancées applicables en Afrique. Créer des synergies entre structures sanitaires. Renforcer les capacités techniques des praticiens via des ateliers. Encourager la mise en réseau des experts.

Le deuxième jour a été marqué par une cérémonie de remise d'attestations aux bénéficiaires de formations internes (personnel médical, agents techniques, etc.). Le Directeur Général, le MED Lt Colonel AKATA Eyouvei, a rappelé que la formation continue est un pilier fondamental pour garantir l'excellence des soins, déclarant que «Dogta Lafia place l'humain et l'excellence au cœur de son action.»

### Une Vision d'Avenir Pérenne

Le succès de cette première édition, salué par les autorités sanitaires et les partenaires sociaux, conforte la direction de l'Hôpital Dogta-Lafiè dans sa volonté d'inscrire ce rendez-vous dans la durée. L'événement a non seulement permis de «faire connaître les domaines de compétence» de l'HDL mais aussi de «célébrer la rencontre de l'excellence, de la performance et de la solidarité», tout en réaffirmant que l'innovation dans la santé «ne se décrète pas, elle se construit. Et c'est ensemble que nous la rendrons accessible, utile et durable.»

Komla Y.



# Caisse Nationale de Sécurité Sociale - CNSS

N° 004 /2025/CNSS/DG/DAMU-DAM

*[Signature]*

## COMMUNIQUE

### Relatif aux nouveaux formats d'attestations pour le Traitement des Pathologies Chroniques (TPC) et d'Entente Préalable (EP)

Dans le souci de permettre aux bénéficiaires de continuer à jouir en toute sérénité des prestations de l'Assurance Maladie Universelle (AMU), et aux prestataires conventionnés de servir lesdits bénéficiaires avec célérité, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) procède à une amélioration des attestations de **Traitement des Pathologies Chroniques (TPC)** et des **Ententes Préalable (EP)**.

Les nouveaux formats rentrent dans le parcours de soins à compter du **15 septembre 2025**.

Un moratoire est accordé pour l'utilisation concomitante des anciens et des nouveaux documents :

- Pour les attestations de **Traitement des Pathologies Chroniques (TPC)**, jusqu'au **31 mars 2026** ;
- Pour les **Ententes Préalables (EP)**, jusqu'au **31 octobre 2025**.

Les bénéficiaires et les prestataires conventionnés sont priés de se conformer aux dispositions sus-énoncées, en vue d'une meilleure prise en charge des prestations de l'Assurance Maladie Universelle.

Fait à Lomé, le 25 SEP. 2025



Boulevard Eyadema 1 BP 69 Lomé 1 et 1 BP 199 Lomé 1 LOMÉ - TOGO Tél: (228) 22 25 96 96 | (228) 22 53 55 00 | [contact@cnss.tg](mailto:contact@cnss.tg) | [www.cnss.tg](http://www.cnss.tg)

BIA-TOGO 00136280001 - 64  
IB BANK 05904200167 - 58  
Ecobank 7010231400063401  
BSIC 010001041461  
BOA 01002 001103970008 39

CCP - LOME 6310002011001000  
SUNU BANK 11354150018  
NSIA Banque 223004172016 - 68  
Banque Atlantique 040251980006 21  
SOCIETE GENERALE 01900 000024320101 46

UTB 310040544004000  
SIAB 01251104005071  
ORABANK Lomé 030301992001-83  
AFRICAN LEASE 00120040178 50  
CORIS BANK 01001 000241024101 96

**Les Universités de Kara et de Parakou en éclaireurs :**

## UN COLLOQUE INTERNATIONAL POUR REINVENTER L'EMPLOYABILITE DES DIPLOMES AFRICAINS

**D**u 6 au 10 octobre 2025, le Palais des congrès de Kara accueille un événement scientifique majeur : le 6<sup>e</sup> Colloque Scientifique International de l'Université de Kara. Placé sous le haut patronage du Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ce rendez-vous académique s'impose comme une plateforme stratégique pour repenser la formation universitaire et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.



### Une thématique au cœur des enjeux du continent

Sous le thème fédérateur : « Les métiers d'aujourd'hui et de demain : souveraineté, interdisciplinarité et défis de la formation universitaire », le colloque réunit des autorités nationales et internationales, des chercheurs, des décideurs et des acteurs du développement. L'objectif est clair : faire émerger des solutions concertées pour renforcer l'employabilité des jeunes diplômés africains, dans un contexte de mutations rapides et de recomposition géopolitique.

### Une ouverture marquée par l'histoire et l'innovation

La cérémonie d'ouverture a été

marquée par une déclaration forte du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Kankan Malik NATCHABA, qui a salué un moment historique : « C'est la première fois qu'un ministre prend la parole devant une présidente d'université femme dans notre pays. » Il a également souligné le rôle central de la jeunesse comme moteur d'innovation et félicité la Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU pour sa nomination à la tête de l'Université de Kara.

### L'Université de Kara, catalyseur de transformation

Pour la Présidente de l'Université de Kara, ce colloque confirme le rôle de l'UK comme acteur de recherche et d'innovation dans la sous-région. Elle a appelé à une refonte profonde des curricula universitaires pour répondre aux défis contemporains : obsolescence des savoirs, transitions écologiques et numériques, formation aux soft skills, fidélisation des enseignants qualifiés, et conciliation entre excellence académique et utilitarisme.

« L'Université africaine ne peut plus se limiter à transmettre

des savoirs classiques. Elle doit anticiper les métiers d'avenir, former des compétences nouvelles, encourager l'innovation locale et contribuer à la résilience de nos sociétés. »

Ce repositionnement stratégique s'inscrit dans les Objectifs de Développement Durable 4 (éducation de qualité), 9 (industrie, innovation et infrastructure) et 10 (réduction des inégalités).

### Une coopération régionale exemplaire

La collaboration entre l'Université de Kara et l'Université de Parakou

(Bénin), initiée en 2017, constitue un pilier de ce colloque. Le Recteur de Parakou, Professeur Bertrand Sogbossi BOCCO, a salué cette synergie académique et transmis les encouragements du Ministère béninois de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il a mis en lumière les projets conjoints de recherche et développement portés par les deux institutions, au service des réalités africaines. Le Préfet de la Kozah, Colonel Faré BONFOH, représentant le Gouverneur, a également salué l'engagement des deux universités dans la construction d'une Afrique moderne et résiliente.

### Vers une université anticipatrice et mobilisatrice

Le colloque 2025 de l'Université de Kara ne se contente pas d'être un espace de débat : il trace les contours d'une université africaine anticipatrice, mobilisatrice et résolument tournée vers l'avenir. En mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, la souveraineté des savoirs et l'adéquation formation-emploi, l'UK affirme son ambition : former des diplômés capables de transformer leur environnement et de bâtir une Afrique forte, innovante et solidaire.

Jean KPATIKA

## SOUS L'IMPULSION DU PROFESSEUR HOUZOU-MOUZOU L'UNIVERSITÉ DE KARA TRACE UNE VOIE ENTRE AMBITION ET EXCELLENCE

**L**e jeudi 2 octobre 2025, l'Université de Kara a lancé son année académique 2025-2026 par une réunion stratégique de son conseil restreint, qui s'est tenue à Pya. Cet événement inaugural s'est avéré exceptionnel : il a établi les fondations d'une année dédiée à l'innovation, à l'échange et à l'engagement. Sous la direction du Professeur Prénom Houzou-Mouzou, présidente de l'université, les échanges ont été marqués par une dynamique claire et ambitieuse. Réputée pour sa rigueur et son dévouement à l'excellence académique, elle a conduit les discussions avec une écoute attentive et une vision affirmée.

Les membres du conseil ont commencé par approuver le compte-rendu de la réunion du 31 juillet dernier, puis ont examiné le bilan des activités éducatives de l'année passée. Ce fut l'occasion de reconnaître les efforts fournis par les enseignants, les étudiants et le personnel administratif, tout en mettant en lumière les axes d'amélioration possibles.

Mais le moment fort de la journée fut sans conteste l'adoption du plan stratégique 2025-2029. Ce document, fruit d'une réflexion collective, trace les grandes orientations de l'université pour les années à venir : renforcer la recherche, améliorer la qualité de l'enseignement, et faire de Kara un véritable carrefour du savoir et de l'innovation.

La séance s'est achevée sur une série de discussions ouvertes, où chacun a pu exprimer ses préoccupations et ses idées. Une manière de rappeler que l'Université de Kara mise sur une gouvernance participative, ancrée dans les réalités du terrain.

Avec cette première réunion, l'Université de Kara réaffirme son engagement, construire une institution forte, inclusive et tournée vers l'avenir. Et sous la conduite du Professeur Houzou-Mouzou, le cap est clair, celui d'une université qui inspire, rassemble et innove.

J.K.



## Université de Kara

## LES ETUDIANTS SENSIBILISES AUX OPPORTUNITES DES BOURSES DU COMMONWEALTH

Ce 03 octobre, l'Agora 21 janvier 2004 de l'Université de Kara a accueilli une rencontre d'information très attendue. Une séance de sensibilisation sur les bourses du Commonwealth, organisée par la Direction des Bourses et Stages (DBS), à l'intention des étudiantes et étudiants.

Sous l'impulsion de la Présidente de l'université, le Professeur Prénom HOUZOU-MOUZOU, cette initiative visait à éclairer les jeunes sur les possibilités offertes par ce programme international pour l'année académique 2026-2027. La finalité était de leur permettre de mieux comprendre les critères d'éligibilité, les démarches à suivre, et les avantages liés à ces bourses prestigieuses. La participation des étudiants à cette séance témoigne de leur intérêt pour les opportunités de formation à l'étranger. Des échanges dynamiques ont marqué la rencontre, avec des questions précises sur les filières concernées, les niveaux d'études admissibles, et les chances de sélection.

Les intervenants ont insisté sur l'importance de la préparation en amont, de la qualité des dossiers, et de la motivation personnelle.

L'organisation de cette activité est le fruit d'un constat alarmant. D'après M. Kwakou KALESSOU, Chef de la délégation de la DBS, «c'était une séance de sensibilisation sur l'opportunité des bourses de Commonwealth. Nous sommes bénéficiaires de ces bourses depuis 03 ans. Nous avons constaté que souvent quand la bourse est lancée, il n'y a pas d'engouement, il n'y a pas beaucoup de postulants venant du Togo. Nous avons compris que cela est dû à la complexité de la procédure en ligne et surtout au problème de langue qui est l'anglais. Donc nous sommes là pour assister les étudiants et leur donner des conseils sur les procédures.»

Cette rencontre marque une étape importante dans la stratégie de l'Université de Kara pour renforcer la mobilité académique et encourager ses étudiants à saisir les opportunités au-delà des frontières.

Jean KPATIKA, Correspondant de TOGOREVEIL à Kara



### Employabilité des jeunes diplômés

## L'UNIVERSITÉ DE KARA ACCUEILLE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS D'AFRIQUE



Les 3 et 4 octobre 2025, le Campus Sud de l'Université de Kara a été ambiancé par une conférence internationale consacrée aux défis de l'employabilité des jeunes en Afrique. Pendant deux jours, dix Universités africaines, parmi lesquelles l'Université de Kara, Université de Lomé et l'Université de Parakou se sont réunies à la fois en présentiel et en distanciel pour réfléchir ensemble aux enjeux liés à l'insertion professionnelle, dans un contexte marqué par l'inadéquation entre les formations académiques et les besoins réels du marché du travail. Cette rencontre, organisée

en collaboration avec Social Entrepreneurial International (SEI) a permis d'ouvrir un espace de dialogue entre chercheurs, responsables académiques, étudiants et partenaires institutionnels. Partant du thème central «Repenser et refonder l'éducation en Afrique pour l'adapter aux défis de l'employabilité et de création d'emplois», les travaux se sont articulés autour de quatre axes majeurs. Le premier a porté sur le diagnostic de l'employabilité des jeunes en Afrique, avec des données concrètes sur les taux d'insertion et les obstacles rencontrés. Le deuxième axe a exploré les causes du décalage entre les formations

dispensées et les compétences recherchées par les employeurs, en proposant des pistes de réajustement. Le troisième volet s'est intéressé à l'environnement de travail et d'apprentissage dans les Universités africaines, en mettant en lumière les conditions matérielles, pédagogiques et sociales qui influencent la qualité de la formation. Enfin, le quatrième axe a permis de formuler des recommandations pour le développement institutionnel, pédagogique et partenarial de SEI Academy.

Dans une ambiance collaborative, les participants ont partagé leurs expériences, discuté des solutions

concrètes et valorisé les approches innovantes, notamment en matière d'entrepreneuriat et du numérique. Des travaux de groupe ont permis aux étudiants de s'impliquer activement dans les réflexions, renforçant ainsi leurs capacités à penser leur avenir professionnel de manière stratégique.

A l'issue de la conférence, le représentant de la Présidente de l'Université de Kara M. Komlan ADEVE a salué la pertinence de la conférence dans un contexte où la démographie croissante de l'Afrique est caractérisée par un taux de jeunesse élevé. Selon lui, cette rencontre marque un tournant dans la manière dont les Universités africaines abordent la question de l'employabilité. «Nous sommes partis du constat selon lequel l'Afrique est un continent où on a un fort taux de croissance démographique. Et quand on est dans ces configurations, les jeunes qui veulent rentrer sur le marché du travail deviennent de plus en plus importants. Et on constate que, malgré les efforts des dirigeants, il est un peu difficile de pouvoir absorber toute la jeunesse qui veut postuler à des emplois descendants. C'est à ce titre qu'on s'est dit qu'il va falloir réfléchir, nous universitaires en partenariat avec SE International qui est dans le secteur de l'entrepreneuriat à comment amener les jeunes à pouvoir s'insérer plus facilement au marché du travail. Nous allons réfléchir

au cours de l'atelier pour refonder carrément le système éducatif pour avoir certaines synergies avec les partenaires privés pour que les formations que nous donnons à l'Université soient des formations qui préparent les jeunes au marché de l'emploi», a-t-il confié.

Pour le PDG de SE International Docteur Aleyao BINIOUBE, «cette rencontre va aboutir à la mise en place de SE Academy dans 10 pays» afin d'accompagner les étudiants, les enseignants dans les activités pratiques et les communautés rurales sur les questions de société et d'environnement.

Cette conférence internationale s'inscrit dans une dynamique de transformation portée par l'Université de Kara en partenariat avec Social Entrepreneurial International, qui entend jouer pleinement son rôle dans la construction d'un avenir professionnel inclusif, innovant et durable pour la jeunesse africaine. Au nom du Gouverneur de la Région de la Kara, le Secrétaire Général du Gouvernement, M. Gnigbangou Gountibote a invité les participants à prendre une part active aux discussions tout en saluant la portée de cette initiative.

L'entreprise SEI est une organisation panafricaine d'origine américaine qui opère dans 17 pays dont 11 francophones et 06 anglophones.

Jean KPATIKA



# -20%

**sur le dédouanement  
des véhicules d'occasion  
jusqu'au 15 novembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%  
sur les valeurs des véhicules  
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

 **8201**



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

# 11 099 NOUVELLES ENTREPRISES CREEES AU COURS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2025 AU TOGO

Le Togo a enregistré une légère baisse dans la création d'entreprises au cours des neuf premiers mois de l'année 2025. Selon les statistiques du Centre de formalités des entreprises (CFE), 11 099 nouvelles entreprises ont été créées entre janvier et septembre 2025, soit une régression de 7,3 % par rapport à la même période en 2024.

Le troisième trimestre a connu un léger ralentissement du rythme des créations d'entreprises, avec 3352 entreprises créées. Malgré cette baisse, la tendance confirme l'engouement pour l'aventure entrepreneuriale au Togo.

Sur les 11 099 nouvelles entreprises créées, 8956 ont été lancées par des Togolais et 2143 par des étrangers. Les femmes sont également de plus en plus présentes dans le monde

entrepreneurial, avec 3043 nouvelles sociétés formalisées par des femmes. Le gouvernement togolais a mis en œuvre plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires et à simplifier les procédures administratives. Ces efforts visent à encourager l'entrepreneuriat et à créer un environnement favorable aux affaires.

Malgré la légère baisse enregistrée au cours des neuf premiers mois de l'année 2025, la tendance confirme l'engouement pour l'aventure entrepreneuriale au Togo. Les autorités togolaises sont déterminées à poursuivre leurs efforts pour améliorer le climat des affaires et encourager la création d'entreprises.

YAWO Komla



## Élection des Maires et Adjointes

# VERS L'ACHEVEMENT DU CYCLE DE DECENTRALISATION



Les 117 communes du Togo s'apprêtent à franchir une étape cruciale du processus de décentralisation. L'élection des maires et adjoints est officiellement programmée du 15 au 17 octobre. Cette procédure marque l'achèvement du cycle de renouvellement des organes exécutifs locaux, amorcé il y a plusieurs mois.

Conformément aux dispositions en vigueur, les 1527 conseillers municipaux élus lors des municipales du 17 juillet dernier seront appelés à désigner, parmi eux, les maires et leurs adjoints. L'élection s'étendra sur trois jours pour couvrir l'ensemble des communes du pays.

Ces nouveaux responsables locaux auront pour mission principale de poursuivre les efforts en matière de gouvernance locale et de développement communal, concrétisant ainsi la politique de décentralisation engagée par le Togo.

La décentralisation, relancée au Togo en 2019, s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la gouvernance locale. L'objectif est de doter les communes des moyens nécessaires pour répondre plus efficacement aux besoins des populations, contribuant ainsi au développement harmonieux du territoire national.

Ce processus participe également à la consolidation de la démocratie participative en rapprochant la prise de décision des citoyens et en leur offrant un cadre pour s'impliquer dans la gestion des affaires locales. L'installation des organes exécutifs parachève la mise en place de structures essentielles pour une gestion de proximité des affaires publiques.

Togoreveil



**TOGOREVEIL**  
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

[www.togoreveil.com](http://www.togoreveil.com)

**Africube**  
LE BON GOÛT DE CHEZ NOUS!

Le 1<sup>er</sup> bouillon  
100% naturel  
100% local

[WWW.AFRICUBE.TG](http://WWW.AFRICUBE.TG)

**TOGOREVEIL**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Germain POULI

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Komla YAWO  
Marcel A. SOGLO  
Londou KAWANA  
Patrick Nims  
Pégy

**SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ**  
Alessata TOURE

**SECRETARIAT**  
Micheline MENSAH

**INFOGRAPHIE**  
Alex KPATIDE (91 77 28 84)

**DISTRIBUTION ET ABONNEMENT**  
Tél: 22 36 18 58  
02 BP 20081 LOMÉ

**Adresse**  
585, Avenue du Grand Séminaire  
Hedzranawoe face Ets VINS  
D'ITALIE  
Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 58  
90 02 76 54  
E-mail: gpouli@yahoo.fr

**Tirage**  
4000 Exemplaires

**IMPRIMERIE**  
RAD GRAPHIC SARL U


 yas

# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir  
la possibilité de gagner 200%  
de bonus et des smartphones



yas.tg

#Alèz

250F

**250Mo**

+100F

**375Mo**

1 jour

**\*909\*250#**